

pour Noël, la directrice de l'HFR franchit la ligne rouge

**Communiqué de presse
29 décembre 2016**

Trop c'est trop. L'annonce faite par la directrice de l'HFR – qui souhaite faire sortir le personnel de la LPers, sans concertation avec aucun des partenaires sociaux – devrait la conduire à sortir de la direction. La FEDE prend cette annonce pour ce qu'elle est: une déclaration de guerre.

Dans une information interne du 21 décembre, un flash de dernière minute selon l'intitulé de la missive, la directrice de l'Hôpital fribourgeois a jugé utile d'annoncer à l'ensemble du personnel de l'hôpital, certainement en guise de vœux, que leurs conditions de travail allaient encore se péjorer à l'avenir.

En trois lignes pleines d'inconscience sociale et politique, elle leur dit, en substance, que seul un changement législatif consistant dans leur sortie de la LPers, donc du service public, sera à même de régler les problèmes budgétaires de l'HFR.

En réclamant de leur part une plus grande flexibilité, elle leur dit en substance: nous allons baisser vos salaires et nous allons pouvoir vous licencier plus facilement puisque vous serez jetés dans un statut beaucoup moins favorable que celui de la LPers.

Trois lignes, c'est peu pour dire au personnel qu'il devra se serrer la ceinture et subir encore un peu plus la pression. Nous avons donc choisi d'être aussi laconiques en nous contentant de poser ces quelques questions.

- Qui pilote l'hôpital dans ce canton?
- Le Conseil d'Etat a-t-il encore le contrôle sur la politique sanitaire fribourgeoise?
- Qui commande? Les élus ou les managers des institutions?
- Comment est-il possible de faire une telle annonce au personnel alors que le Conseil d'administration n'en a jamais parlé aux associations représentant le personnel?
- La directrice de l'hôpital fribourgeois connaît-elle la définition du partenariat social?
- Souhaite-t-elle sciemment un conflit social généralisé dans le canton?

- Est-il admissible de faire cette annonce alors même que le rapport d'un groupe de travail sur la question est en main du Conseil d'Etat mais n'a pas encore été rendu public?
- Les chiffres présentés dans la missive sont-ils réels ou ont-ils été construits pour arriver à la conclusion qu'il fallait sortir de la LPers?
- Subsidiairement, l'HFR se moque-t-il du personnel des citoyens et du Conseil d'Etat?
- Est-il possible de laisser la santé des Fribourgeoises et de des Fribourgeois dans les mains d'une directrice qui se discrédite en faisant preuve d'un tel aveu-
glement?

Poser cette dernière question, c'est y répondre. Nous ne pensons qu'une institution aussi importante que l'Hôpital fribourgeois doit être dirigée par une personne qui respecte les collaborateurs et les partenaires sociaux, tout en faisant preuve de sens politique. Or c'est en effet la deuxième fois que la directrice dérape depuis sa prise de fonction en février 2014. Elle outre-passe ses prérogatives en s'exprimant sur des options du ressort du Conseil d'administration. Est-ce que le Conseil d'administration pense vraiment que le HFR ne pourra assurer son avenir avec à sa tête une personnalité qui ne permet de telles agissements ? Il serait bien inspiré d'y réfléchir très rapidement.

Ces dernières semaines certains ont voulu minimiser l'importance du combat de la FEDE contre la sortie du personnel de l'ECAB de la LPers. La FEDE a toujours annoncé qu'elle voulait, par ce combat, aussi protéger le personnel de l'hôpital. La lettre de la directrice lui donne raison. Le service public est à un tournant dans notre canton. Des managers, à la direction de l'ECAB et de l'HFR, croient avoir les coudées franches pour faire exploser le statut de droit public de leur personnel. L'année 2017 sera donc celle de tous les combats.